



**European Committee
of the Regions**

DE PARIS À KATOWICE – ALLOCUTION DE CLÔTURE DE KARL-HEINZ LAMBERTZ,

PRÉSIDENT DU COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS

CÉRÉMONIE 2018 DE LA CONVENTION DES MAIRES

22 FÉVRIER 2018, 12H25 – 12H45

HÉMICYCLE DU PARLEMENT EUROPÉEN

Monsieur le Président, Chers membres de la Convention des maires,

Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter un joyeux anniversaire.

Lancée voici tout juste 10 ans, la Convention a dépassé toutes les attentes, puisqu'elle est actuellement soutenue par plus de 9 200 collectivités locales et régionales issues de 57 pays. Si elle est aujourd'hui une véritable réussite européenne, c'est grâce à chacune et à chacun d'entre vous.

L'accord de Paris marque la volonté de la communauté mondiale de ne pas laisser aux générations futures une planète irrémédiablement dégradée.

Le monde après Paris: une nouvelle gouvernance climatique mondiale

La décision des États-Unis de se retirer de l'accord de Paris a suscité de vives inquiétudes. Mais lors de la conférence de Bonn sur le climat, j'ai rencontré le Gouverneur de Californie, qui m'a justement rappelé que l'Amérique ne se limite pas à Washington.

Grâce à des initiatives telles que America's Pledge («l'engagement de l'Amérique»), plus de 2 300 villes, États et entreprises des États-Unis ont déclaré leur soutien à l'accord de Paris, montrant ainsi que l'échelon local et régional est déterminé à respecter ses engagements internationaux.

«C'est le niveau infranational qui conduit le bus du climat», m'a-t-il dit; ce à quoi j'ai répondu: «En Europe, nous sommes prêts à aller plus vite, ensemble».

Qu'il s'agisse des villes américaines ou des collectivités locales européennes, nous partageons les mêmes convictions: les gouvernements nationaux ne peuvent pas ignorer la volonté des pouvoirs locaux et régionaux de lutter contre le changement climatique. En dépit des frontières, malgré les différences nationales et politiques, les villes et les régions sont la réponse au défi climatique et énergétique. Elles ne se contentent pas de mettre des décisions en œuvre, elles montrent aussi l'exemple.

Au niveau international, par exemple grâce au partenariat entre notre Comité et l'ICLEI (le Conseil international pour les initiatives écologiques locales), nous nous efforçons d'unir nos voix pour réclamer la participation formelle des gouvernements régionaux et locaux aux négociations des Nations unies sur le climat. Nous avons été reconnus officiellement mais souhaitons désormais siéger à la table des négociations afin de pouvoir façonner la gouvernance climatique mondiale. Nous avons besoin d'un système qui mesure les contributions de nos villes et régions à la réduction d'émissions de CO₂. Nous avons besoin



European Committee of the Regions

de "contributions déterminées au niveau local et régional" pour compléter les "contributions déterminées au niveau national".

Réaliser une Europe durable

Au niveau local et régional, nous savons quelles sont les conséquences du changement climatique sur nos communautés, nous savons que nous améliorons la vie de nos citoyens en écologisant nos économies, en dépolluant l'air et en assurant un approvisionnement durable de denrées alimentaires saines.

Prenons par exemple la ville néerlandaise de Schiedam, dirigée par le Président de la commission de l'environnement de notre Comité, qui a signé un accord avec l'industrie maritime, le port de Rotterdam, la province, le ministère compétent et les résidents afin de devenir une référence mondiale en matière de port maritime durable.

Les communes, villes et régions sont également des pionnières dans le domaine des technologies intelligentes: grâce aux investissements dans les réseaux intelligents, l'Europe comptera d'ici 2020 près de 240 millions de compteurs (d'énergie) intelligents, qui permettront aux consommateurs de réaliser des économies d'énergie pouvant aller jusqu'à 10 %.

Ces exemples et des centaines d'autres, dont vous êtes à l'origine, font la différence et sont la preuve des ambitions climatiques européennes.

Améliorer la Convention des maires

Nous ne devons toutefois pas nous reposer sur nos lauriers car il reste beaucoup à faire au niveau local.

Pour la Convention des maires:

1. Nous devons axer les processus de mondialisation de la Convention sur une ligne de conduite stratégique solide, afin de garder le cap.
2. Nous devons simplifier la méthodologie de la Convention afin qu'elle soit accessible et compréhensible pour tous.
3. Nous devons renforcer le rôle des régions dans la coordination verticale des politiques climatiques et énergétiques, et trouver des moyens d'inciter les gouvernements nationaux à s'impliquer davantage dans la gestion de la Convention au sein des États membres.
4. Nous devons nous assurer que les différents rôles de chaque niveau de gouvernance de la Convention soient clairs et nous devons œuvrer à mobiliser plus d'acteurs pour passer à l'action.

L'avenir d'une Europe continuant à montrer la voie en matière de climat

Mesdames et Messieurs,



European Committee of the Regions

nous devons également intégrer les travaux de la Convention dans le débat sur l'avenir de l'Europe.

Au moment où débutent les négociations sur le prochain budget de l'Union, alors que nos amis britanniques ont fait le choix de nous quitter et que les élections européennes se dérouleront en 2019, les deux prochaines années seront déterminantes pour définir l'Europe que nous laisserons aux générations futures.

Les citoyens européens ne sont pas seulement préoccupés par le terrorisme, la situation économique et le chômage. Ils sont aussi préoccupés par le changement climatique.

L'Europe doit continuer à prendre l'initiative au niveau mondial en ce qui concerne la protection de notre climat.

Cependant, si nous voulons une Europe véritablement écologique, il faut que les États membres nous en donnent les moyens financiers, à nous, les dirigeants locaux et régionaux. Les Fonds structurels européens permettent aux gouvernements locaux et régionaux de financer des plans d'action climatique et énergétique durables.

Les investissements de la politique de cohésion dans l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie, les énergies renouvelables et les transports publics durables sont essentiels à l'écologisation de l'économie européenne.

C'est pourquoi, en accord avec plusieurs associations européennes de villes et de régions, notre Comité a lancé l'année dernière l'alliance pour la cohésion (#CohesionAlliance), une coalition de tous ceux qui pensent que la politique de cohésion doit être plus forte et plus efficace, visible et disponible pour chaque commune, ville et région de l'Union européenne.

J'invite donc toutes les personnes présentes ici à rejoindre les 2 000 autres partisans de l'Alliance.

Toute atteinte à la politique de cohésion pourrait avoir des conséquences négatives sur notre capacité à créer des emplois verts, à réduire nos émissions de CO₂ et à progresser sur la voie d'une économie à faible intensité de carbone.

Une Europe durable avec les citoyens

Nous avons tous la responsabilité de relayer au sein des institutions européennes les points de vue, les expériences, les problèmes et les solutions.

Nous avons également la responsabilité de faire savoir à nos citoyens ce qu'est l'Europe et ce qu'elle fait.

Nous devons leur dire que c'est elle qui a fixé des objectifs en matière de déchets ou d'émissions.

L'Europe doit améliorer la manière dont elle dialogue avec les citoyens et les écoute.



**European Committee
of the Regions**

C'est pourquoi, depuis 2016, nos membres organisent dans leurs circonscriptions des débats avec les citoyens qui permettent à ceux-ci de nous faire part de leurs préoccupations, réflexions et idées sur l'avenir de l'Europe.

Le développement durable et les fonds de l'UE doivent être au cœur de ces débats.

Il ne faut pas oublier que l'Union Européenne, ce n'est pas seulement Bruxelles. L'Union européenne, c'est aussi nos régions, nos villes et nos villages; c'est de là que viendra le changement dont nous avons besoin.

Il faut que l'Europe définisse le cadre adéquat, mais soyons clairs: ce sont les gouvernements locaux, les entreprises et la société civile qui feront le gros du travail.

J'aimerais profiter de cette occasion pour dire à toutes les collectivités locales et régionales que vous êtes chez vous au Comité européen des régions. Notre porte vous est toujours ouverte, nous sommes à l'écoute et sommes là pour relayer auprès des autres institutions de l'UE vos avis, idées et points de vue sur l'avenir de l'Europe.

L'avenir de l'Europe est entre nos mains.

Permettez-moi de conclure en remerciant la Commission européenne, le Parlement européen et le secrétariat de la Convention des maires d'avoir organisé cette cérémonie.

J'aimerais vous inviter à me rejoindre à la réception qui débutera à 13h30 au Comité européen des régions, de l'autre côté de la rue, en face du Parlement européen.

Merci et à bientôt!